

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/2009Deceptions-crisis-et-espoirs>

2009Déceptions, crises et espoirs...

- Fil rouge -

Date de mise en ligne : mardi 5 janvier 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La Havane, Cuba. Le 30 Décembre 2009.

En cette fin 2009, le panorama international offre une gamme variée de conflits, de frustrations et de tensions qui se mêlent à de solides espoirs, le tout dans le contexte de la grave crise économique mondiale provoquée par les Etats-Unis, mais dont les effets dévastateurs se sont répandus comme une traînée de poudre à travers toute la planète, causant le plus de dégâts dans les nations du tiers-monde.

Au milieu de l'effondrement des indices économiques internationaux et de ses conséquences sociales - l'accroissement de la pauvreté, de la faim, de l'insalubrité, confirmée par les organismes internationaux et les agences spécialisées de l'ONU - l'année qui s'achève a été assombrie par la poursuite des guerres d'agression et d'occupation militaire de l'Irak et de l'Afghanistan, qui menacent de s'étendre au Pakistan, et par d'autres événements non moins inquiétants de ce côté-ci de l'Atlantique : le coup d'Etat monté par l'armée et l'oligarchie du Honduras pour renverser le gouvernement constitutionnel de José Manuel Zelaya et l'installation de sept bases militaires étasuniennes en Colombie.

La grande déception de l'année a été, sans aucun doute, la gestion présidentielle de Barack Obama, qui a reçu l'investiture en janvier, entouré d'une auréole qui laissait présager la possibilité de changements, même modestes. C'est du moins ce qu'il avait promis tout au long d'une campagne électorale spectaculaire. Or, il a suffi de quelques mois pour que se fasse jour la véritable essence de ce que sera son administration. Les prévisions les plus pessimistes s'en sont trouvées confirmées : le phénomène impérialiste ne peut changer dans sa nature profonde ; il aura toujours besoin de guerres, d'agressions, de domination et de pillage pour subsister et s'imposer au monde.

En seulement quelques mois, le nouveau président des Etats-Unis a adopté des mesures et pris des initiatives agressives qui n'ont rien à envier à celles de son sinistre prédécesseur. Est-ce sous l'effet de pressions brutales ? Faut-il y voir le résultat des contradictions qui n'ont pas manqué d'éclater au sein de son gouvernement ? Obama cherche-t-il à garantir sa réélection à tout prix ? Tout est possible, ces hypothèses sont largement débattues dans le monde, mais cela ne change rien aux résultats.

Il est aujourd'hui clair pour les forces progressistes du monde qu'il ne faut pas baisser les bras et continuer d'affronter les politiques de l'empire, que ce soit en Asie, en Afrique, en Amérique latine ou dans les Caraïbes, sur tous les terrains où l'empire entend poursuivre son pillage et maintenir son hégémonie.

La crise économique mondiale s'accompagne d'une crise environnementale dont l'élément le plus visible est le réchauffement climatique, qui progresse rapidement et que rien n'a pu jusqu'ici arrêter : ni le Protocole de Kyoto, si sévèrement maltraité, ni les Sommets comme celui, tout récent, de Copenhague, dont le déroulement et les résultats sont placés sous le signe de la honte. Cela est désormais prouvé : les Etats-Unis et le monde capitaliste développé préfèrent le suicide plutôt que de d'affronter collectivement et courageusement les dangers qui menacent jusqu'à la survie de l'humanité.

Les nations du tiers-monde seront les premières à payer le prix des dégâts occasionnés par le capitalisme mondial. De petits Etats insulaires disparaîtront de la carte du monde, sous l'effet du dégel des calottes polaires qui fera monter le niveau de la mer ; les sécheresses et les désastres naturels se multiplieront s'il n'est pas mis fin à la contamination irresponsable de l'environnement à laquelle se livrent les représentants du grand capital dans le seul but de se remplir les poches.

Aux crises financière et environnementale s'ajoute la crise énergétique : la flambée des prix du carburant fossile, logiquement menacé d'épuisement, a donné lieu au développement accéléré des biocarburants, dont la double

mission est de faire baisser le prix du pétrole et de commencer à le remplacer, mais qui ont provoqué une crise alimentaire dont les premières victimes sont les pays pauvres et, en particulier, les secteurs les plus vulnérables de leurs populations.

La pandémie de l'influenza A H1N1 a aussi marqué cette année 2009 ; un nouveau fléau s'ajoute ainsi à d'autres dont l'humanité ne s'est pas encore délivrée, comme le VIH-sida et, dans les régions tropicales, la dengue. La crise économique mais aussi la négligence, l'aboulie et le détournement de ressources dont se rendent responsables des gouvernements insensibles et sans scrupules en ont considérablement aggravé les effets.

L'Union européenne a fini par approuver l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, qui remplace le traité constitutionnel que les pays membres ont tenté de faire approuver, sans succès, pendant plusieurs années. Les résistances tardives de la Pologne et de la République tchèque leur ont permis d'arracher quelques concessions, mais le nouveau cadre juridique qui régira ce bloc de 27 pays a été signé.

Toutefois, l'Union européenne pourrait adopter une politique d'indépendance, mais celle-ci ne se manifeste toujours pas. En 2009, elle a continué de se distancer de ses objectifs premiers, qui consistaient à adopter une posture propre face aux problèmes internationaux. Bien au contraire, elle a tendance à se subordonner de plus en plus nettement aux positions du gouvernement des Etats-Unis, qu'il s'agisse de Bush ou d'Obama. L'existence en son sein d'une majorité de gouvernements de droite, les relations que nombre d'entre eux entretiennent avec Washington en raison de leur appartenance au pacte politique et militaire de l'OTAN, la pénétration économique et culturelle de plus en plus poussée des Etats-Unis en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale et la désintégration de l'URSS et du camp socialiste européen sont autant de facteurs qui empêchent aujourd'hui l'Union européenne de jouer le rôle qui lui revient sur la scène internationale.

Au Japon, l'accession au gouvernement du Parti démocratique et de ses alliés a mis fin à cinquante années pratiquement ininterrompues de prépondérance du Parti libéral démocratique, étroitement associé aux Etats-Unis. Cette dépendance explique les accords de défense qui lient les deux pays et qui font du territoire japonais une sorte de grand porte-avions asiatique des forces armées étasuniennes. Comme il l'avait annoncé au cours de sa campagne électorale, le nouveau premier ministre Hatoyama s'apprête à discuter avec Washington de nouvelles modalités qui régleront plus efficacement la nombreuse présence militaire étasunienne au pays du Soleil levant.

Des processus engagés depuis plusieurs années se sont affirmés en 2009 et ils ont eu une indéniable incidence sur le cours des événements régionaux et mondiaux. Nous retiendrons ici la croissance économique soutenue de la République populaire chinoise. Pour de nombreux experts, ce pays est devenu la deuxième grande puissance économique du monde.

L'Afrique, quant à elle, continue de se transformer en grand fournisseur de pétrole, aux termes de contrats et d'accords diversifiés selon le pays dont il s'agit. La présence des transnationales pétrolières ne cesse d'augmenter, de même que leurs bénéfices et ceux des gouvernants locaux bénéficiaires du boom pétrolier. On ne peut malheureusement pas constater que cette évolution s'associe à une augmentation du niveau de vie des populations ni à un recul de la pauvreté et du sous-développement.

Un vif espoir, alimenté par des réalisations concrètes, continue de se faire sentir en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les processus de transformations économiques, politiques et sociales qui ont surgi dans plusieurs pays de la région se développent, chacun à leur manière, et avancent dans la voie de la coopération et de l'intégration malgré les assauts de la crise économique mondiale et les manœuvres auxquelles se livrent le gouvernement et les oligarchies locales pour les entraver ou les liquider.

L'Alliance bolivarienne des peuples de Notre Amérique (ALBA), qui a vu le jour il y a cinq ans à partir des accords signés par les présidents Fidel Castro et Hugo Chavez, constitue aujourd'hui un schéma sans précédent d'intégration, fondé sur la solidarité et le bénéfice partagé, bien au-delà des intérêts purement commerciaux qui caractérisaient les projets précédents d'intégration dans la région. Les progrès de l'ALBA, évidents et rapides, lui ont permis de s'étendre à d'autres pays comme la Bolivie, l'Équateur, le Nicaragua, la Dominique, Antigua-et-Barbuda, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, ainsi que le Honduras. L'Alliance s'est donné cette année de nouveaux objectifs, inspirés des idéaux de Bolívar et de José Martí, illustres précurseurs de la construction de la Grande Patrie.

Le coup d'État perpétré le 28 juin contre le président constitutionnel José Manuel Zelaya a été attribué, entre autres facteurs, à sa décision d'adhérer à l'ALBA et de conduire la nation sur la voie de la souveraineté et du développement, en marge de l'oligarchie locale formée par une poignée de familles qui exploitent le pays depuis la nuit des temps. On l'a dit et répété : ce putsch était aussi dirigé contre l'ALBA, et les États-Unis n'y sont pas étrangers. Il s'agissait pour l'empire de faire savoir qu'ils étaient disposés à affronter l'Alliance bolivarienne et ils l'ont fait en s'en prenant au maillon le plus faible.

Mais ils n'avaient pas prévu qu'un vaste mouvement de résistance populaire allait surgir. Celui-ci, loin de se démobiliser, poursuit le combat, en digne héritier de Morazan, et il se propose de transformer ainsi le revers en victoire.

Il est indéniable que l'Amérique latine et les Caraïbes vivent des changements profonds : plus rien n'y sera comme avant. L'échec essuyé par Washington lorsqu'il a voulu imposer sa fameuse Zone de libre échange des Amériques a marqué un tournant dans l'histoire de la région, et il a été suivi de l'arrivée au pouvoir de divers mouvements progressistes, nationalistes, populaires et même anti-impérialistes qui, au-delà de leur diversité, ont su trouver le dénominateur commun de leur rapprochement et de leur intégration.

El ingreso de Cuba al Grupo de Río y el levantamiento de las sanciones que Estados Unidos había logrado imponerle en el seno de la OEA, expresaron igualmente la decadencia del poder del Imperio y la pérdida de su influencia omnímoda en su otrora "patio trasero".

L'entrée de Cuba au Groupe de Rio et la levée des sanctions que l'Organisation des États américains avait imposées contre notre pays, sous les pressions des États-Unis, expriment la décadence du pouvoir de l'empire et la perte de son influence sur ce qu'il percevait comme son arrière-cour.

La nouvelle année ne se présente pas sous un même jour un peu partout dans le monde, même si le réchauffement climatique et la crise économique s'y font sentir de façon égale, mondialisation oblige. A n'en pas douter, les déceptions, les crises et les espoirs seront sans doute encore au rendez-vous de l'année 2010.